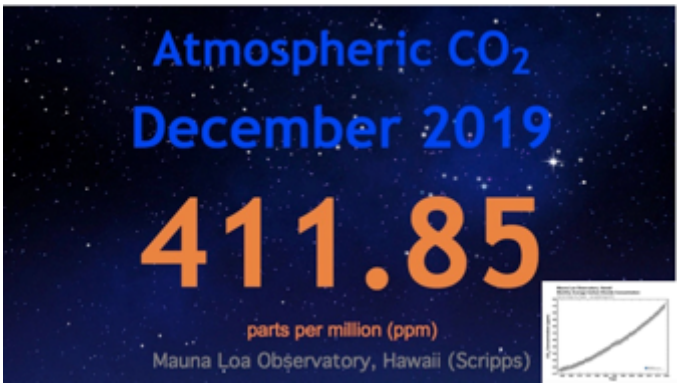
Bonsoir,

Merci d'abord à l'ESSEC d'avoir mis ce grand amphi à notre disposition.

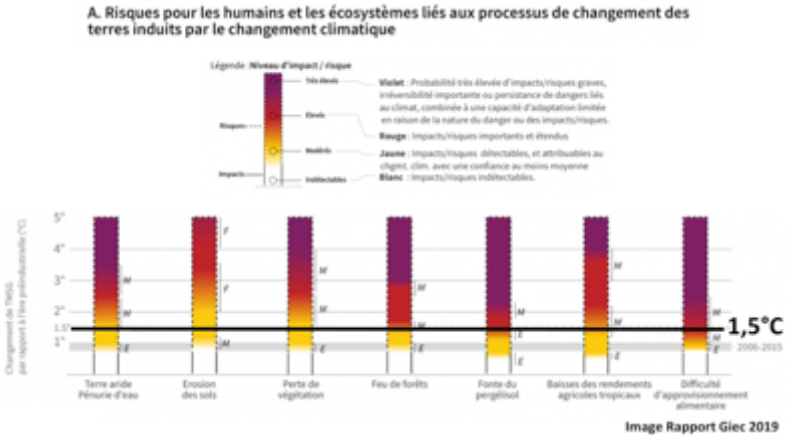
Et merci à Ecofest d'avoir préparé un moment de convivialité pour clore cette initiative.

Si vous le permettez, un test pour se donner une première vue d'ensemble : combien dans cette salle sont porteurs de projets concrets de réduction de gaz à effet de serre ? (*NB une trentaine de mains se lèvent sur 200 présents*)

Nous avons de quoi échanger pour être plus efficace.



Le constat est brutal : effectivement la concentration de gaz à effet de serre va atteindre cette année 2020 les 415ppm, c'est à dire le niveau de déclenchement du réchauffement de 1,5°C de l'atmosphère.



En clair, la menace climatique a tellement grandie que les scientifiques du climat nous disent que notre pronostic vital est engagé. Comme un docteur qui vous prend au SAMU.

La peur n'évitant pas le danger, mieux vaut regarder la réalité en face : que voit-on ?
25 COP internationales et plusieurs politiques nationales depuis 2005. Elles ont fait **la démonstration de leur nécessité mais aussi de leurs limites, sans actions locales, efficaces, massives. Il y a un trou dans la raquette.**

C'est pourquoi dans le quart d'heure qui vient, je vous propose de renverser la perspective :
penser local pour agir global. Ce n'est pas une formule : selon nos scientifiques, traduit en termes locaux, il ne reste que **2 mandats municipaux** avant le déclenchement des 2°C de réchauffement. **Ca urge**.

D'où ces 5 propositions de solutions locales que nous pouvons mettre en œuvre, de préférence dans le plaisir de vivre.

1-La première est une question de mental, comme disent les sportifs ; elle consiste à **déclarer localement l'urgence climatique.**

Ce n'est pas une formalité. C'est l'affirmation d'une détermination qui change tout.
Parce que les **initiatives locales abondent**, parce que nous avons besoin d'échanger les meilleures solutions, Nous avons donc besoin **d'un signe de ralliement, pour se reconnaitre**, comme collectivité territoriale, établissement d'enseignement, entreprise, association, syndicat et Etat.

Déclarer l'urgence climatique c'est aussi l'affirmation d'une détermination, méthodique, massive à contrer ensemble le changement climatique, **localement c'est à dire là où nous vivons, localement c'est à dire là où nous pouvons en décider :** de la commune à la région, citoyens et entreprises compris.

A charge pour les gouvernements nationaux, européens et au delà de faire ce qu'il faut à leur niveau ; le cas échéant à notre aimable demande, comme pour le pacte finance climat par exemple.

Déclarer l'urgence climatique c'est aussi affirmer que l'on va faire, pragmatiquement, **le plus facile, le moins cher, le plus efficace, d'abord.**

Méthodiquement cela veut dire en mode projet, opérationnel dont on a donc besoin de mesurer l'efficacité, de préférence avant de s'y lancer.

Permettez moi, à ce propos, un 2éme et dernier sondage : qui dans cette salle compte aussi facilement carbone qu'il compte en euros ? (*NB quelques mains se lèvent*)

Il y en a moins que de porteurs de projets.

Jetez un œil sur cette page, elle donne de quoi compter carbone approximativement. http://agirlocal.org/compter-carbone-approximativement

2- Deuxième solution, **l'empreinte carbone locale**. A priori, elle répond à une question stupide : peut-on écarter méthodiquement la menace climatique sans connaitre les émissions de son territoire ? Evidemment non et pourtant nous ne les connaissons pas.

Fait nouveau, il se trouve que le Haut Conseil pour le Climat a publié l'empreinte carbone nationale en juin dernier. **Elle inclut les émissions importées.**

A partir de ces données publiques, le tableur qui s'affiche

Tableur de calcul de l'empreinte carbone locale

permet de calculer la répartition de nos émissions nationales sur chacune des 35 000 communes de France, les quelques 1200 intercommunalités, 100 départements et 14 régions, nous, sur les territoires. http://agirlocal.org/mode-calcul-emissions-co2e-a-la-commune/

Emissions de gaz à effet de serre
De la commune à la région

Emissions de CO2e	Transport	Bâtiments	Agriculture	Industrie	transformation d'énergie	Déchets	Total
Région IDF MtCO2e	50,3	32,6	31,1	29 ,3	19,5	5,4	168,2
Val d'Oise MtCO2e	4,3	2,8	2,7	2,5	1,7	0,5	14,4
Cergy-Pontoise TCO2e	770 000	498 000	476 000	448 000	299 000	83 000	2 570 000
Jouy le Moutier TCO2e	55 000	35 000	34 000	32 000	21 000	6 000	180 000

Source : http://agirlocal.org//wp-content/uploads/sites/15685/2019/09/V2-tableur-émissions-CO2e-à-la-commune.xlsx

Le résultat suffit à mesurer si votre programme de candidat fait de la décoration écologique ou prend la menace au sérieux ; plus encore, il permet de mesurer ce que chaque projet apporte sur un territoire avec ce critère simple : la teCO2 économisée à l'euro dépensé.

Ce tableur est accessible sur internet ; il est gratuit, il vous faudra bien moins d'une heure pour aboutir au résultat sur votre territoire.

J'ai enregistré une démonstration, en mode accéléré pour ne pas perdre de temps, que je vous montre : http://agirlocal.org//wp-content/uploads/sites/15685/2020/02/tutoriel-20200213-57-Mo.mov

Avec ce modeste outil, nous savons, localement; Reste à traduire en vie quotidienne, en projets concrets.

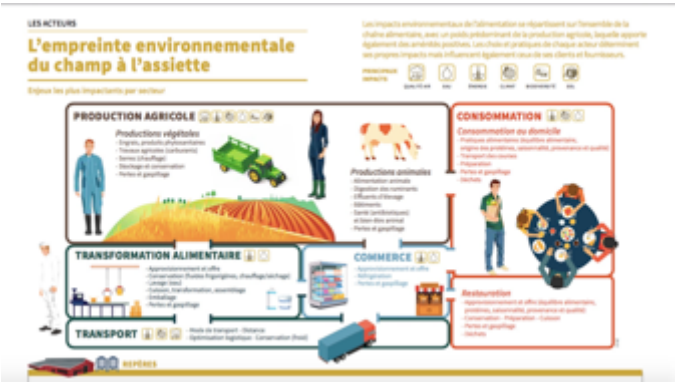
3- d'où cette troisième solution : **reproduire ce qui marche.**

Comme le temps de cette soirée est court, je vous cite deux sources de projets répertoriés ; un livre « ces maires qui changent tout ». Et un site, agirlocal.org où piocher un kit transition locale. http://agirlocal.org/kit-transition-locale/ Ce kit compile des outils et des solutions développées ces 15 dernières années par plusieurs milliers d'acteurs locaux.

Ce livre et le site décrivent des projets et démontrent cette évidence : économiser du CO2 donne du pouvoir d'achat, augmente le bien-être, augmente l'emploi.

Ces développements sont précieux mais ne sont évidemment pas exhaustifs. Nous avons intérêt à en chercher d'autres, principalement dans **4 champs d'actions**. Ce ne sont pas les seuls mais ils totalisent, hors doubles comptes, les ¾ des émissions de gaz à effet de serre. Quelques exemples de solutions dans ces 4 champs :

a Le champs de la nourriture ; il pèse un tiers des émissions, du champ aux déchets en passant évidemment par les transports, bâtiments et énergies utilisés.



La cantine est un levier majeur qui permet d'agir massivement ; et de faire de la pédagogie.

Avec quelques paramètres : nourriture locale, repas végétariens, bio, obligation de faire un bilan carbone pour votre régisseur ou délégataire et engagement à diviser par deux les émissions. **Avec ce repère : la permaculture c'est 1 emploi à l'hectare.**
Cergy-Pontoise compte 1250 ha de surface agricole utile pour 75 emplois. Potentiel : un millier d'emplois. Le PNR compte 40 000 ha de SAU.

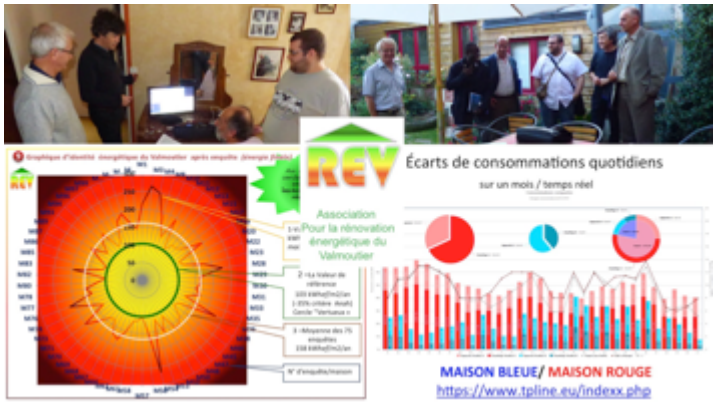
Concrètement, les repas types vont de 5 kg CO2 pour un steack frite à moins de 2 pour un végétarien, 5 kg-2kg. En modulant, on peut se payer du bio, éviter les poisons.
Beaucoup de communes ont pris ce chemin, il n'y a pas, à ma connaissance, de revue organisée des meilleures pratiques.

b 2ème champs, les déplacements 30% des émissions

Un réseau de tiers lieux-coworking sur les gares de 2ème couronne, et c'est 2 heures de transport économisés par jour d'utilisation au bénéfice économique et social de notre territoire. Ce n'est pas impossible. J'ai imaginé ce modèle sans subvention en 2013. Mon successeur vient d'aboutir à la mise en service, hier, du premier tiers lieu sur ce modèle.

Il est à Brunoy, à l'entrée de la gare. Il ne demande qu'à être reproduit. Allez voir,
Comme beaucoup d'autres moyens qui ne demandent eux aussi qu'à être utilisés avec détermination et combinés : comme le vélo, le covoiturage, un bus à haut niveau de service sur la francilienne.

c 3 ème champs, les bâtiments 21% des émissions



REV, ce n'est pas une injonction, c'est rev comme rénovation énergétique du Valmoutier. Ce projet a été réalisé à Cergy-Pontoise. Ici, les maisons ont été souvent bâties par dizaines à partir de quelques plans type pour faire des économies d'échelle à la construction. **D'où l'idée de mutualiser pour économiser aussi le coût de la rénovation thermique. Le projet est réalisé, il est reproductible sur 20 000 logements à Cergy-Pontoise, 10 millions en France ; et il peut être bien plus efficace s'il est reproduit avec des éco-matériaux.**

Autre projet, Energie Sprong,

EnergieSprong : Déployer à grande échelle des rénovations zéro énergie garantie

Un modèle venu de hollande qui finance à 100% la rénovation à énergie zéro des logements sociaux en se finançant sur les économies d'énergie réalisées, **Il est sans subvention donc, ni surcout pour les locataires.**

d 4éme champs, la transformation d'énergie, 12% des émissions

O'Watt Citoyen est une association qui veut développer le photovoltaïque localement ;

Sur ce sujet, un atelier international de jeunes professionnels avait travaillé en 2016 sur le devenir des zones d'activité. **Ils ont mis en évidence le potentiel photovoltaïque des toits et parkings de ces zones. Et la création de lien social entrepreneurs, élus, citoyens qu'il permet**. **A l'échelle de la France** ce projet pourrait assurer une production d'électricité équivalente à celle de 17 réacteurs nucléaires de 900 MW (sur 58). **Même si ce n'est que la moitié…**

J'arrête là cet aperçu des projets développés pour **ouvrir sur les pistes d'action efficaces pour travailler ensemble méthodiquement, massivement, sur le registre solutions**

4- Deux pistes issues d'un retour d'expérience sur les solutions déjà construites ;

a- Constat : **en deux mandats municipaux, le temps qui reste, nous n'avons plus le temps de développer des grands projets** : nous avons besoin **d'inventer et plus encore de reproduire massivement des petits projets efficaces. Ce qui a deux conséquences :**
- Pour ne pas réinventer l'eau sucrée, nous avons besoin **d'une vitrine à projet**. Cela se passe d'explications.
- Plus compliqué, à l'expérience, ces petits projets se heurtent à une **falaise technique, et une falaise institutionnelle** avec nos 6 étages de gouvernement de la commune à l'Europe.

Nous avons besoin d'une ingénierie publique tiers de confiance pour nous aider à monter ces projets, à l'image de ce qui existait dans les DDE pour les maires ruraux.
Cette fois ce serait pour les habitants, associations, entrepreneurs et élus locaux, tenue de la vitrine à projet incluse.

b –2ème piste du **retour d'expérience, la taille des territoires de projets** ; pour qu'ils soient efficaces **cette taille varie avec le type de projet**.
Par exemple le projet REV, s'il est reproduit avec des éco-matériaux, demande de faire pousser du chanvre dans le PNR, d'en faire une première transformation dans une zone d'activité, pour faire l'isolation thermique bas carbone des bâtiments de Cergy-Pontoise.

Plus généralement, **la nourriture, les éco-matériaux, les éco-énergies poussent à la campagne et sont consommées en ville**. **Nous devons donc agir ensemble**, PNR du Vexin et Cergy-Pontoise par exemple. **Ce qui change le métabolisme de nos territoires, métabolisme entendu comme les productions et les consommations locales, les flux entrant et sortant de personnes, de marchandises, de connaissances et d'argent. Tout ce qui génère les gaz à effet de serre.**

Et **pour agir sur ce métabolisme, nous avons besoin de coopérer, sans réinventer des organisations, dans des communautés de projet donc, de tailles variables avec les projets.**

C'est commencé ici, avec le plan d'alimentation territorial et la démarche méthanisation. Nous pouvons continuer avec le chanvre, comme il a été développé en Seine et Marne par exemple.

5-Cinquième et dernière proposition de solution locale, capitaliser nos expériences : avec un **kit formation à l'usage des acteurs locaux** qui entendent monter ou reproduire des projets comme habitants, entrepreneurs, élus locaux : ce kit fournit quelques repères, plus détaillés que je ne peux le faire ici. http://agirlocal.org/kit-formation-agir-local/

En cette veille de municipales, une seule proposition, pour changer nos façons de décider et recycler nos territoires :

Que le premier adjoint soit en charge du pilotage de « ma commune zéro carbone ». Un premier adjoint transition plutôt que finances. A charge pour lui de susciter l'implication des acteurs locaux, avec pour moyens clé une note d'enjeux partagée, un compte analytique transition des finances communales, public, et l'empreinte carbone locale.

6- Enfin pour les élus nationaux (NB 2 sénateurs) qui sont venus ce soir, ces **5 propositions de décision nationales, postées à la convention citoyenne pour le climat**.

Elles nous faciliteraient grandement la tache de développement de projets locaux, efficaces, financés. http://agirlocal.org/5-decisions-a-prendre/

Je les cite :

a-L'amélioration de la précision de l'empreinte carbone locale avec les données publiques que l'Etat détient.

b-La reprise d'un travail développé il y a une dizaine d'année par l'Etat en Île-de-France et qui permet d'agir aussi sur la biodiversité, l 'économie durable, le bien être, les ressources naturelles et les risques et nuisances. L'outil a été validé par l'association des maires Île-de-France ; il a été jugé mature par les experts européens auxquels il a été présenté. Il est en jachère.

c- Le tiers de confiance, qui apparaît de façon inattendue comme un moteur d'une nouvelle forme de démocratie, dans l'action.

d-La vitrine à projet,

e- Et, cela ne vous étonnera guère, **le pacte finance climat ;**

Un pacte que je vous invite à soutenir comme maire, président d'intercommunalité, député, sénateur, député européen, mais aussi entrepreneur, citoyen, étudiant Erasmus, parent, grand parent et enfant.

Devant la menace climatique nous n'avons pas d'autre choix que **subir ou choisir**.

Il apparait qu'à écarter la menace climatique, nous gagnons du pouvoir d'achat, du bien être, de l'emploi. Notre intérêt le plus strict est d'y travailler, ensemble, méthodiquement, massivement. C'est l'objet de cette conférence débat que de tenter de lancer un tel travail.

Et pour cela nous échangeons maintenant sur les solutions que vous portez, en mode projets.

C'est à vous.

Jean-Michel Vincent
Délégué Val d'Oise
D'agir pour le Climat
collectif95@climat-2020.eu